

## De la démocratie en France, 2008 : La vue de l'Amérique

[article published in ENA Hors les Murs, the alumni magazine of the Ecole Nationale d'Administration, Dec. 2008]

Dans une vie américaine, affirmait Scott Fitzgerald, il n'y a pas de deuxième acte. En ce sens on a cru un moment, au début 2008, que le président de la République pourrait bien mériter l'épithète dont on l'affuble parfois : Sarkozy l'Américain. Il faut dire que l'année 2008 commença mal pour lui. Il avait toujours mis l'accent sur le volontarisme : j'irai chercher la croissance avec les dents, a-t-il dit, et on l'avait cru. Dans ce but, il fit appliquer fidèlement les recettes des économistes néolibéraux — travailler plus, imposer moins, assouplir le marché du travail et la grande distribution, réformer le système de retraites -- mais ces formules se révélèrent insuffisantes. Certes, la faute n'était pas exclusivement la sienne, même s'il n'a pas osé aller aussi loin dans ces réformes que certains de ses conseillers l'auraient voulu. La conjoncture s'est retournée contre lui. La crise des subprimes, née au cœur même de l'économie libérale américaine, est déjà comme une dépression tropicale qui va se développer par la suite, d'abord en tempête et finalement en ouragan. Le cap mis par le capitaine Sarkozy, qui – ironie du sort ! – aura rêvé un moment d'une expansion de la propriété immobilière en France analogue à la « ownership society » chère au président Bush et à la racine même de la crise financière, deviendra alors impraticable. Il lui faudra donc improviser un deuxième acte non prévu à l'origine.

Cependant, on continue d'afficher l'optimisme, malgré les signes prémonitoires. Mme Lagarde, la ministre des Finances, tient initialement à ses prévisions de fin 2007, à quelques points de croissance près – bon coup de bluff qui montre qu'elle n'a pas manqué de tirer quelques leçons de son expérience à la tête d'un grand cabinet d'avocats américain. Elle se précipite pour annoncer le bon résultat d'une des mesures phares de l'année précédente : une hausse étonnante de 40 pour cent d'heures supplémentaires, qu'on présente comme la conséquence heureuse de la détaxation que le nouveau pouvoir a vite fait voter. Cette bonne nouvelle pour ceux qui travaillent plus n'est peut-être pas aussi prometteuse pour ceux qui ne travaillent pas, car on peut y voir une substitution d'heures supplémentaires aux nouvelles embauches – effet pervers mais prévisible de la réforme. Il n'en reste pas moins que le chômage diminue en même temps — légèrement, il est vrai, mais suffisamment pour que tout espoir ne soit pas exclu.

Tout va donc pour le mieux, sauf que les prix montent en flèche, conséquence d'une conjoncture mondiale de demande croissante (surtout pour le pétrole, les produits agricoles, et autres matières premières) et de taux d'intérêt américains rapidement réduits pour faire face au ralentissement déclenché par la crise du crédit.<sup>1</sup> Ces facteurs-là sont évidemment hors de portée de la volonté présidentielle. Le président, impatient, vexé peut-être par sa chute vertigineuse dans les sondages (suite aux incartades de sa vie privée, abondamment étalée sur la place publique) ou par le refus opiniâtre de la Banque centrale européenne de baisser ses taux et donner par là un coup de pouce à ses grands desseins, choisit de mettre ses concitoyens devant la réalité de façon assez brutale : « Les caisses sont vides », dit-il, « que voulez-vous que je fasse? ». Il ne dit là rien que la vérité, mais les Français ne sont pas habitués à ce qu'il leur parle sur ce ton. Ou bien ils se rappellent que c'est lui qui a contribué à vider les caisses avec ses divers cadeaux fiscaux aux plus fortunés. Sa cote plonge. Sur le front économique, ses réformes piétinent. Mme Lagarde, il est vrai, annonce une nouvelle offensive contre la loi Galland et fait ses courses chez Carrefour en compagnie d'un peloton de journalistes. Les Sarkozy, eux, vont à

Rungis goûter des fromages au petit matin, pour que les Français sachent que leur inquiétude face à la flambée des prix n'échappe pas à leurs chefs.

C'est donc une assez triste conclusion à l'ouverture de ce qu'on a conçu d'abord comme une pièce en un seul acte, à l'américaine. Mais M. Sarkozy n'est pas que le président des seuls Français. À partir du 1<sup>er</sup> juillet il devient également, pour une période de six mois, le président de l'Union européenne. Si ce poste, dont les attributions sont assez floues, devient par la suite le lieu de sa renaissance, force est de constater qu'il aura tout fait pour que cette deuxième présidence mal connue et éphémère soit digne de lui. Il avait précédemment arraché à ses partenaires le traité de Lisbonne et l'avait fait approuver par l'Assemblée nationale, évitant ainsi l'écueil d'un nouveau référendum. En juin, toutefois, les Irlandais, qui sont, eux, consultés par des dirigeants moins précautionneux que leurs homologues français, refuseront de ratifier cette constitution européenne bis, et M. Sarkozy se verra contraint de faire avec les institutions européennes telles qu'elles sont.

Mais qu'à cela ne tienne ! Deux crises viennent successivement à la rescousse du chef de l'État français. Début août la guerre éclate entre la Russie et la Géorgie. C'est une occasion pour le président européen de faire la navette entre Moscou et Tbilissi et de négocier un cessez-le-feu. C'est à coup sûr un succès personnel, et on peut y voir l'esquisse d'un deuxième acte de sa présidence. Sa cote de popularité se remet à grimper. Toujours est-il que ceux qui y voient l'émergence d'une véritable politique étrangère au niveau européen vont un peu vite en besogne. Il est permis de penser que la guerre aurait pris fin sans l'intervention de Sarkozy. Les intérêts à long terme des Russes exigent la coopération avec l'Europe ; le prix d'une confrontation plus musclée aurait été sans doute trop lourd. Côté européen, le calcul est identique. En novembre, donc, à peine quelques mois après la retraite partielle des forces russes et la consolidation de leurs positions dans l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, l'Europe accepte de reprendre ses pourparlers avec la Russie, et la Russie annonce une baisse du prix du gaz. Derechef tout est calme à l'Est, sauf que les différends entre les 27 (à l'égard de la Russie, l'expansion de l'OTAN, les missiles américains en Europe, etc.), que Sarkozy a su étouffer le temps des négociations, restent intacts.

Peu après, une deuxième crise, autrement plus grave, permettra au président de déployer son énergie formidable sur la scène internationale une fois de plus. L'effondrement de la banque américaine Lehman Brothers signale une nouvelle étape dans le déroulement de la crise financière. Les contrecoups de ce séisme se propagent à travers le monde, exigeant une série de réactions rapides et concertées. Sarkozy, jouant à la fois sur trois tableaux – France, Europe, monde -- se présente comme maître d'œuvre. Il multiplie les propositions, lesquelles ne sont pas toujours appréciées par ses partenaires, surtout Mme Merkel.

En fait, les tensions entre la France et l'Allemagne remontent plus loin, à l'époque où Sarkozy a proposé la création d'une Union pour la Méditerranée. La chancelière allemande y voyait d'abord une tentative par la France de se substituer à l'UE comme interlocuteur principal entre l'Europe et les pays de la région. Une solution de compromis a été trouvée, mais la méfiance subsistera. Plus tard, M. Sarkozy essaiera de prendre les devants face à la crise économique, en pressant George W. Bush de convoquer un sommet G20, en proposant la création d'un fonds d'investissement européen, ou en se proposant comme gardien en permanence de la zone euro. Il est d'ailleurs évident que M. Sarkozy n'est pas seul à reconnaître que la crise exige une réponse concertée. Gordon Brown monte aussi au créneau, par exemple, et il y a lieu de croire que, compte tenu de sa maîtrise des dossiers, ses interventions sont

d'autant plus efficaces qu'elles sont moins ostentatoires. Mais le président français est infatigable, et pour le moment les Français semblent apprécier le spectacle, même si les signes d'agacement ne manquent pas à l'extérieur, surtout depuis le G20 et les soupçons de plus en plus nombreux de nouveaux désaccords avec Mme Merkel autour de la coordination des plans de relance des économies nationales. L'allocution que le président a donnée peu après son retour en France était très remarquée ailleurs, et son penchant à se mettre en vedette est de plus en plus commenté.

À côté de ce deuxième acte assez mouvementé de la présidence sarkozienne se jouent deux autres pièces où divers comédiens cherchent, eux aussi, une sortie de l'impasse de premiers actes ratés. L'opposition d'abord : depuis l'élection présidentielle le Parti Socialiste cherche la voie de la rénovation mais finit par répéter sans fin le drame de ses déchirements éternels. Veut-on vraiment gouverner ? Avec qui ? À quelles fins ? À défaut de véritables réponses à ces questions lancinantes, on essaie de forger des alliances entre personnalités, mais les divorces sont plus nombreux que les mariages, qui sont, eux, kaléidoscopiques et de courte durée. Hors du cadre du Parti Socialiste, une nouvelle formation politique prend forme. Le Nouveau Parti Anticapitaliste, comme il s'appelle pour l'instant, profite à la fois de la popularité de son porte-parole, Olivier Besancenot, et du besoin apparemment indomptable en France d'un parti capable d'exprimer autant le sentiment inexpugnable de rejet du « système » que la volonté de faire table rase du passé et recommencer à zéro. Avec le déclin historique du communisme et la réduction du Front National à l'ombre de lui-même, le NPA répond à l'appel. En même temps, deux députés socialistes viennent de quitter leur parti pour en fonder un autre, plus à gauche que le PS mais distinct du NPA. Les Socialistes restent divisés entre plusieurs courants que le choix de Martine Aubry comme nouveau leader ne fera que très partiellement escamoter. Au moment même où le Parti Démocrate américain renaît de ses cendres derrière Barack Obama, le Parti Socialiste français semble condamné à rejouer sans cesse le même scénario, sans dénouement évident.

À droite, une façade d'unité masque mal des divergences de fond qui de temps en temps font irruption sur la place publique. Un petit exemple qui en dit long sur l'état des esprits : lors du débat parlementaire sur les organismes génétiquement modifiés, la secrétaire d'État à l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, dénonce « un concours de lâcheté » dans la majorité dont elle fait partie. Le président, qui après l'élection a confié le parti à Patrick Devedjian, aura ultérieurement cru bon d'envoyer Xavier Bertrand et cette même Mme Kosciusko-Morizet pour « encadrer » le chef titulaire. Il y a des ambitions qui, à l'instar du président lui-même avant son ascension à la magistrature suprême, ne se cachent pas. Jean-François Copé, dont l'amertume de ne pas avoir été nommé ministre a filtré par la presse, ne perd pas une occasion de se montrer plus ou moins discrètement réfractaire au rôle de godillot qui lui a été réservé comme président du groupe UMP à l'Assemblée nationale. En même temps il travaille pour un cabinet privé d'avocats d'affaires – un cumul qui à mes yeux d'Américain semble choquant. Bertrand, s'il n'est pas moins ambitieux, reste plus serviable. La question du financement du Revenu de Solidarité Active par un nouvel impôt sur le revenu du capital laisse percer nombreux grognements ; cette proposition a plu davantage à gauche qu'à droite.

Voilà donc un survol rapide de l'année politique 2008 par un observateur américain. Pour conclure en deux mots, je vois un premier acte où le héros, bafoué par la fortune, se laisse aller un moment à quelques expressions de colère, qui lui coûtent cher, mais qui trouve en lui la force de se réinventer dans un deuxième acte, où il prépare un nouvel assaut sur la citadelle. En cela il est grandement aidé par la confusion inextinguible de l'opposition, alors qu'il est gêné en

même temps par l'inconséquence de ses propres troupes. Cette histoire de cavalier seul plaît au dramaturge, mais laisse sur sa faim l'historien, qui aurait préféré se pencher sur la longue durée et les forces profondes. On ne sait pas encore si cette aventure sera celle d'un véritable homme d'État ou d'un nouveau don Quichotte. Les conditions de la grandeur ne manquent pas : la crise est profonde et sans précédent. Si le héros sait saisir l'occasion pour mener à bien son projet initial tout en évitant le pire, il aura la gloire qu'il cherche. Sinon, il aura défrayé la chronique en pure perte.

-- Arthur Goldhammer

art.goldhammer@gmail.com

---

<sup>1</sup> Cette réduction des taux américains donne lieu selon certains économistes à une spéculation accrue dans les marchés des matières premières, même s'il est vrai que l'effet sur les prix est dans une certaine mesure compensé par une hausse considérable de l'euro contre le dollar à cause de la divergence des taux américains et européens.